

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), établissement public à caractère administratif,

dont le siège se situe 2 Rue Antoine Charial CS 33 927 - 69426 Lyon Cedex 03

Ci-après désigné "l'acheteur"

PRESTATION DE CONSEIL, DE CONCEPTION GRAPHIQUE ET DE REDACTION DE CONTENUS EDITORIAUX POUR LE CRACC

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

Réf : 2025-080_AC

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ	4
1.1 – Objet	4
1.2 – Décomposition en lots	4
1.3 – Nature et procédure	4
1.4 – Forme et montant du marché	4
1.5 – Spécifications techniques	4
ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 – DEVOIR DE CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	5
4.1 – Devoir de confidentialité	5
4.2 – Protection des données personnelles	6
ARTICLE 5 – RESPONSABILITÉS	6
ARTICLE 6 – CONDITIONS D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS	7
6.1 – Obligations de résultat.....	7
6.2 – Lancement et exécution	7
6.3 – Documents et suivi	7
6.4 – Réunions et pilotage.....	7
6.5 – Lieu d’exécution du marché	8
6.6 – Notification des informations	8
6.7 – Protection de la main d’œuvre et des conditions de travail	8
6.8 – Assurances	9
ARTICLE 7 – CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES	9
ARTICLE 8 – CONSIDÉRATIONS SOCIALES	9
ARTICLE 9 – PRIX DU MARCHÉ	10
9.1 – Prix de référence du marché	10
9.2 – Contenu des prix	10
9.3 – Révision des prix	10
ARTICLE 10– MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	11
10.1 – Avances	11
10.2 – Régime des paiements	11
10.3 – Demandes de paiement	11
10.4 – Modalités de règlement	12
10.5 – Unité monétaire	12
10.6 – Paiement direct des sous-traitants	12
10.7 – Gestion de l’achat d’art	12
ARTICLE 11 – DÉLAIS D’EXÉCUTION ET PROLONGATION	13
11.1 – Délai d’exécution	13
11.2 – Prolongation du délai d’exécution	13
ARTICLE 12 – UTILISATION DES RÉSULTATS.....	13
ARTICLE 13 – ÉQUIPE DÉDIÉE DU TITULAIRE	13
13.1 – Liens juridiques	13
13.2 – Composition de l’équipe dédiée	14
13.3 – Désignation de sous-traitant en cours de marché	14
ARTICLE 14 – PÉNALITÉS.....	15
14.1 – Pénalités de retard	15
14.2 – Pénalités autres.....	15
14.3 – Modalités d’application des pénalités	15
ARTICLE 15 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	15

ARTICLE 16 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE	16
ARTICLE 17 – LITIGES	16
ARTICLE 18 – RÉSILIATION DU MARCHÉ	16
18.1 – Résiliation sans faute	16
18.2 – Résiliation pour événements liés au marché	16
18.3 – Résiliation pour faute	17
18.4 – Liquidation du marché public résilié	17

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

1.1 – Objet

Le présent marché a pour objet les prestations de conseil et de conception graphique ainsi que de rédaction de contenus éditoriaux pour le Centre de Ressources pour l'Adaptation au Changement Climatique (CRACC).

Les prestations doivent être exécutées dans le respect des chartes et guide figurant en annexes au présent document.

1.2 – Décomposition en lots

Les prestations font l'objet d'un lot unique car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

1.3 – Nature et procédure

Le présent marché est un marché de prestation intellectuelle.

La consultation est une procédure adaptée conclue conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

1.4 – Forme et montant du marché

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire donnant lieu à l'émission de bons de commande dans les conditions fixées par le Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 142 000 € H.T.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précise :

- La référence du marché ;
- La nature et la quantité des prestations à réaliser ;
- Le cas échéant /les lieux de livraison d'exécution des prestations ;
- Le cas échéant la date de livraison ou le délai d'exécution,

La transmission des bons de commandes sera effectuée par échange dématérialisé.

Les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord cadre. Toutefois leur durée d'exécution peut se prolonger au-delà de la date de validité de l'accord cadre, dans les conditions fixées à l'article R2162-5 du code de la commande publique.

1.5 – Spécifications techniques

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Dès lors que le CCTP fait référence, pour la définition des spécifications techniques demandées, à des normes ou des documents équivalents, le titulaire peut prouver par tout moyen approprié que les solutions qu'il propose satisfont de manière équivalente aux exigences définies par cette norme ou ce document.

ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu à partir de sa date de notification pour une durée ferme de 3 ans.

ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
annexe N°1 financière : le Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
annexe n°1:charte graphique Etat
annexe n°2 :guide CRACC
annexe n°3 :charte graphique logo CEREMA
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021; Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.
- Le mémoire technique du titulaire remis à l'appui de son offre ;
- La ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement.

Toute clause, portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG-PI, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

ARTICLE 4 – DEVOIR DE CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

4.1 – Devoir de confidentialité

Toutes les informations, documents et données échangés dans le cadre du présent marché sont réputés présenter un caractère confidentiel sans que le Cerema n'ait à signaler ce caractère confidentiel. Seuls les informations, documents ou données signalés comme non confidentiels ou rendus publics par la volonté du Cerema ne relèvent pas de l'obligation de confidentialité.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-PI, le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par leurs salariés et agents, même après que ceux-ci auront cessés d'exercer leurs fonctions.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Tout support comportant des informations confidentielles doit être restitué à la personne publique à la fin du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à ne pas dupliquer, ni copier, ni reproduire de quelque manière que ce soit les documents qui contiennent des informations confidentielles

Tout manquement à cette obligation est susceptible d'entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire dans les conditions du présent CCAP.

La présente obligation de confidentialité restera en vigueur pour une durée de 2 ans après l'expiration du présent accord-cadre pour quelque cause que ce soit.

4.2 – Protection des données personnelles

Le titulaire peut avoir accès à des données à caractère personnel pour l'exécution des prestations ou lorsqu'il met en œuvre un traitement sur des données à caractère personnel pour le compte du Pouvoir adjudicateur. Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire se conforme aux règles et principes du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 notamment en ses articles 44 et suivants.

Pour toutes suppressions de données ou questions relatives aux données à caractère personnel soulevées dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire pourra contacter le Cerema à l'adresse suivante : delegue.rgpd@cerema.fr.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITÉS

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'Etablissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Conformément à l'article 8.1 du CCAG-PI, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur.

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

6.1 – Obligations de résultat

Dès la notification du marché, le titulaire assume les obligations qui lui sont assignées au titre de l'accord-cadre.

Il lui appartient de se conformer à l'ensemble des obligations de l'accord-cadre, d'avertir le Cerema durant l'accord-cadre de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations qui lui sont commandées par l'accord-cadre.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat sur la qualité des prestations effectuées pour le Cerema, conformément au CCTP et à ses annexes.

Le service fait sera constaté au regard de l'atteinte des objectifs fixés par le Cerema matérialisé par la remise des livrables.

6.2 – Lancement et exécution

Des bons de commande seront émis lors de la survenance de chaque besoin, en application des prix unitaires et forfaitaires portés au Bordereau de Prix.

Le CRACC passera directement les commandes auprès du titulaire.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de 7 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les modalités de lancement des bons de commande sont fixées à l'article 5 du CCTP.

6.3 – Documents et suivi

Le suivi des prestations se fera par sauvegarde interne au Cerema des différents échanges et livrables tels que définis dans le CCTP et dans les bons de commande. Un suivi régulier sera également assuré puisque le titulaire transmettra au CRACC, chaque début de trimestre et par mail, un tableau récapitulatif des commandes conformément au 3.5 du CCTP.

La rédaction des livrables et des informations relatives au suivi de l'accord-cadre se fera obligatoirement en français.

Les échanges et transmissions de documents et de livrables se feront prioritairement de façon dématérialisée.

6.4 – Réunions et pilotage

- Réunion de lancement

La réunion de démarrage se tiendra dans les 15 jours suivant la notification du marché. Elle devra permettre d'aborder l'ensemble des modalités techniques et pratiques du déroulement des prestations.

Cette réunion de lancement ne donnera pas lieu à quelque facturation.

- Réunion de suivi de marché

Des réunions de suivi , incluses au titre du marché pourront avoir lieu régulièrement et se dérouleront en distanciel.

6.5 – Lieu d'exécution du marché

Les prestations seront principalement réalisées par le titulaire dans ses propres locaux pour la réalisation des livrables. Les différentes réunions seront principalement organisées en visio-conférence.

Le cas échéant, et sur demande spécifique du représentant de l'acheteur, le lieu d'exécution sera la direction technique TV du Cerema sise 2 rue Antoine Charial à LYON 03.

6.6 – Notification des informations

La notification des décisions, observations ou informations s'effectue conformément à l'article 3.1 du CCAG-PI. En complément de l'article 3.1.1 du CCAG-PI, les adresses postales ou électroniques pouvant être utilisées pour ces notifications sont celles figurant au mémoire technique du titulaire, dans l'acte d'engagement et sur le courrier de notification initial du marché.

Les parties doivent s'informer par écrit dans les plus brefs délais en cas de modification des adresses de contact. La modification est effective dès réception de cette information.

6.7 – Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

L'article 6 du CCAG-PI s'applique.

Conformément à l'article D. 8222-5 du Code du travail, doit fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222- 5-1°-a) ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du Cerema, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du Cerema, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

6.8 – Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre :

- De la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison des dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels ;
- De la responsabilité professionnelle en cas de dommages occasionnés aux biens et aux personnes à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- Des responsabilités découlant des articles 1792 et suivants du Code civil.
- Les garanties dont il bénéficie doivent être suffisantes au regard de l'objet du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de 15 jours à réception de la demande.

ARTICLE 7 – CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire s'engage à :

- Optimiser dans la mesure du possible le poids des documents produits et de privilégier l'usage de serveurs partagés plutôt que l'envoi de plusieurs versions successives par mails.
- Optimiser les documents produits s'ils doivent être amenés à être imprimés (lisibilité équivalente en Noir et Blanc plutôt qu'en couleur, suppression des aplats de couleur inutiles, utilisation de Polices de Caractère "light" ou écologiques de type Eco-Font, optimisation de la mise en page pour réduire les espaces et donc le nombre de pages) ;
- Réduire la consommation énergétique engendré par la conception et l'utilisation des services numériques, en réduisant en particulier la puissance informatique nécessaire au bon fonctionnement des services.
- Limiter les déplacements et dématérialiser au maximum les réunions.

ARTICLE 8 – CONSIDÉRATIONS SOCIALES

Le Titulaire est encouragé à recourir à des actions favorisant l'insertion sociale dans l'exécution du présent marché. Cela peut inclure le recrutement de personnes éloignées de l'emploi (demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification, bénéficiaires de minima sociaux, etc.) ou la sous-traitance avec des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE). Bien que cette démarche ne soit pas rendue obligatoire, le recours à des structures d'insertion ou l'embauche de ces publics sera particulièrement apprécié par le Cerema dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 9 – PRIX DU MARCHÉ

9.1 – Prix de référence du marché

Les prix figurent dans l'annexe financière, bordereau des prix unaires, annexe à l'acte d'engagement.

Les prix de référence des prestations sont :

- forfaitaire s'agissant des productions éditoriales et multimédias (correspondant au A dans le BPU) et
- unitaires s'agissant des postes B,C, et D du BPU.

9.2 – Contenu des prix

Les stipulations de l'article 10.1.3 du C.C.A.G.- PI sont applicables. Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

Les prix incluent la réalisation de l'ensemble des prestations commandées et tous les frais et charges du titulaire afférents à l'exécution de celles-ci notamment :

- Les frais liés aux fournitures,
- Les frais liés aux matériels,
- Les frais de transport,
- Les frais de sujétions du titulaire.

9.3 – Révision des prix

Conformément à l'article 10.2.4 du CCAG PI, les prix des marchés sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres mentionné au règlement de consultation, ce mois est appelé mois zéro.

Les prix sont révisibles annuellement à date fixe, la première révision ayant lieu à date anniversaire du marché.

La formule de révision est la suivante :

$$P = P_0 \times (0.15 + 0.85 (I / I_0))$$

Où :

P = prix révisé

P₀ = prix de base au mois zéro

I= valeur de l'indice du mois n-4 du mois d'anniversaire du marché de l'année de révision.

I₀ = valeur de l'indice du mois M₀

L'indice de référence choisi pour la révision annuelle des prix est le suivant :

- ICHT-J : indice de coût horaire du travail, tous salariés, dans l'information et la communication.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG PI, le coefficient des prix révisé est arrondi au centième supérieur.

La demande est transmise à l'adresse suivante : cfmb.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr

ARTICLE 10– MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

Les différents paiements (acomptes éventuels, paiement partiel définitif et solde) s'effectuent dans les conditions fixées par les articles 11 et 12 du CCAG-PI.

10.1 – Avances

Les dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique s'appliquent.

10.2 – Régime des paiements

La facturation des prestations interviendra après exécution et décision d'admission.

10.3 – Demandes de paiement

Conformément à l'article 11.3 du CCAG-PI, la demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le détail des prix ;
- le cas échéant, le numéro
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché le montant correspondant à la période en cause ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- Les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

Outres ces mentions réglementaires et les mentions légales, les demandes de paiement mentionnent les indications suivantes :

- le numéro de facture,
- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- le numéro de SIRET(mention obligatoire),
- le cas échéant le numéro du bon de commande (mention obligatoire),
- la date d'exécution des prestations,
- la désignation des prestations,
- la somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le taux de la TVA légalement applicables et montant total de la TVA correspondant,
- la désignation de l'organisme débiteur,
- l'adresse de livraison (qui peut être différente de celle de l'acheteur),
- le SIRET du Cerema
- les références bancaires et les moyens de règlement acceptés.

Depuis le 1er janvier 2020, toutes les entreprises sont soumises à l'obligation de dématérialisation et doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de noter que l'absence du SIRET, de l'adresse de facturation du Cerema, du numéro de bon de commande, de marché et du code exécutant provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

Toutes les questions relatives à la facturation seront adressées à l'adresse suivante : sfact.bron@cerema.fr

10.4 – Modalités de règlement

Le mode de règlement de l'accord-cadre est le virement SEPA. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du code de la commande publique au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'admission de la demande de paiement sur la plateforme chorus pro.

10.5 – Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

10.6 – Paiement direct des sous-traitants

Le cas échéant, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

10.7 – Gestion de l'achat d'art

Pour la réalisation des prestations de recherches iconographiques le titulaire s'occupera le cas échéant de l'achat d'art lui permettant alors d'acquérir des éléments d'art, des prestations de réalisation artistique ou des droits nécessaires à la réalisation du livrable attendu.

Le titulaire fournira un justificatif à l'acheteur pour se voir rembourser le montant dudit achat. Ce paiement ne sera effectué que sur présentation du justificatif susvisé à l'appui de la facture relative à la prestation effectuée.

ARTICLE 11 – DÉLAIS D'EXÉCUTION ET PROLONGATION

11.1 – Délai d'exécution

Les délais d'exécution sont indiqués à l'article 4 du CCTP

La date de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de réception de celui-ci par le titulaire.

11.2 – Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être demandée par le titulaire dans les conditions fixées par l'article 13.3.1 du CCAG PI.

Le délai d'exécution d'une prestation fixé par le bon de commande pourra notamment être prolongé si dans l'exercice de ses prestations, le titulaire est empêché par un retard dans la fourniture des éléments par le Cerema ou des événements imprévus (grèves, conditions sanitaires, etc...).

Le titulaire devra communiquer au Cerema tous les documents justifiant de ces difficultés (circulaire gouvernementale, etc...). En l'absence de ces justificatifs, les délais contractuels s'appliqueront.

ARTICLE 12 – UTILISATION DES RÉSULTATS

Il est fait application des articles 32 à 35 du CCAG PI.

Du seul fait de l'acceptation par le Cerema, des propositions que le créateur (le concepteur) aura faites sur la base des indications fournies par l'établissement, tous les droits de propriété intellectuelle, artistique ou industrielle auxquels pourraient donner lieu les créations, conceptions, inventions, études ou plans stratégiques contenus dans ces propositions dûment acceptées, deviendront la propriété exclusive du Cerema, notamment les droits de reproduction, de représentation, d'adaptation et de traduction, et ce dans le monde entier.

Tous les éléments de la création à savoir les maquettes retenues, les projets, illustrations, etc. deviendront la propriété du Cerema au moment de la remise des livrables, quel que soit le support utilisé : papier, internet, vidéo, etc.

La cession des droits d'auteur du titulaire au Cerema est intégrée aux prix du marché.

La cession prendra effet au fur et à mesure de la réalisation de la création.

Ces droits mentionnés seront exploités sur tout support manuscrit et électronique, dans le monde entier, et pour toute la durée légale de protection des droits d'auteur à compter de leur livraison.

Le titulaire devra être en mesure de garantir le Cerema contre tout recours de tiers concernant les créations dont il cède ses droits.

ARTICLE 13 – ÉQUIPE DÉDIÉE DU TITULAIRE

13.1 – Liens juridiques

Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché public demeure sous la responsabilité exclusive du titulaire ou de ses éventuels sous-traitants pendant toute la durée d'exécution du marché public.

13.2 – Composition de l'équipe dédiée

Le titulaire devra dresser la liste nominative des intervenants au démarrage de l'accord-cadre en fonction des profils qui auront été présentés dans l'offre

Le titulaire indiquera au Cerema le nom et les coordonnées professionnelles de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution des prestations en son nom.

Le titulaire désignera également dans son offre un représentant administratif chargé du suivi administratif et financier de l'accord-cadre durant toute la période de l'exécution de l'accord-cadre.

Les profils des intervenants du titulaire qui ont été joints au mémoire technique sont contractuels.

En cas de défaillance de l'intervenant, le titulaire devra en aviser immédiatement la personne représentant le pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas compromise.

Par dérogation à l'article 3.4.3 alinéa 1er du CCAG-PI, obligation est faite au titulaire de proposer un remplaçant d'un niveau équivalent et d'en communiquer le nom et le curriculum-vitae dans un délai de sept jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Le remplaçant est considéré comme accepté si la personne publique ne le récuse pas dans les conditions fixées à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'interlocuteur défaillant assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouvel interlocuteur désigné pour le remplacer ou le succéder, ou à défaut, au Cerema.

La personne publique se réserve le droit de demander le remplacement d'un ou des intervenants ; elle avise le titulaire qui prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer un remplacement dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, l'accord cadre peut être résilié pour faute.

Les interlocuteurs seront désignés dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

13.3 – Désignation de sous-traitant en cours de marché

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché public, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché public, le titulaire remet au Cerema par mail ou lui transmet par courrier recommandé avec accusé de réception postal une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement.

Le titulaire doit joindre, en sus, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 6.11 du présent CCAP.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du CCAP.

Le titulaire du marché public reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelque prestation au titre du marché public avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le Cerema.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché public. En cours d'exécution du marché public, le titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

ARTICLE 14 – PÉNALITÉS

14.1 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, lorsqu'un délai contractuel d'exécution des prestations est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 80 € net de taxes par jour de retard.

14.2 – Pénalités autres

En complément de l'article 14.1.1 du CCAG-PI, des pénalités forfaitaires pourront être appliquées au titulaire en sus des pénalités de retard en cas d'absence à une réunion ou par défaut de respect de confidentialité. Le titulaire encourt alors une pénalité de 100 euros par absence, sans mise en demeure préalable.

14.3 – Modalités d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, toutes les pénalités prévues au présent CCAP peuvent être appliquées sans demande d'observations ou mise en demeure préalable.

Les pénalités sont retenues par précompte sur les sommes due au titre du présent accord-cadre. Elles sont appliquées sur la facture afférente au bon de commande concerné. Néanmoins, si le montant ou les délais de paiement ne permettent pas d'appliquer l'intégralité des pénalités sur la facture du bon de commande concerné, les pénalités seront reportées sur la facture suivante.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, toutes les pénalités pourront être appliquées quel que soit leur montant.

Toutes les pénalités sont cumulables.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

ARTICLE 15 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification et d'admission s'effectuent conformément à l'article 28 et suivants du CCAG PI, sous réserve des modalités prévues au présent CCAP. L'acheteur étudiera la qualité des productions remises et constatera si elles répondent aux stipulations prévues dans le présent marché.

Par dérogation à l'article 28.4. du CCAG-PI aucun frais de vérification n'est dû par l'acheteur.

Selon l'article 28.2 du CCAG PI, l'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet. Il s'agit d'un délai maximum.

Les modalités de remise des livrables seront précisées au titulaire au démarrage de la prestation lors de la réunion de lancement.

Par dérogation à l'article 29.1 l'absence d'une décision expresse dans le délai susvisé ne vaut pas décision d'admission ni rejet des prestations.

Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, en cas d'ajournement ou de rejet, le titulaire dispose d'un nouveau délai indiqué dans la décision du CEREMA pour effectuer les corrections nécessaires. Ces corrections sont effectuées sans rémunération supplémentaire.

L'acheteur dispose à nouveau des délais mentionnés au présent article du CCAP pour prononcer sa décision. L'absence d'une décision expresse dans le délai susvisé ne vaut pas décision d'admission ni rejet des prestations.

Par dérogation partielle à l'article 29.3 du CCAG-PI, la décision d'admission avec réfaction peut être notifiée au titulaire et appliquée immédiatement sans demande d'observation préalable.

ARTICLE 16 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- À la forme juridique sous laquelle il se présente,
- À sa raison sociale ou à sa dénomination,
- À sa nationalité,
- À son domicile ou à son siège social,
- Au montant de son capital social,
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,
- À ses coordonnées bancaires.

A cet effet, le titulaire fait parvenir à l'acheteur, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification.

ARTICLE 17 – LITIGES

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R.312-11 du Code de la justice administrative.

Par dérogation à l'article 43 du CCAG-PI, le différend doit être soumis préalablement à l'avis du Comité Consultatif National du règlement amiable.

ARTICLE 18 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

18.1 – Résiliation sans faute

La résiliation du marché peut être prononcée, par décision unilatérale, sans faute du titulaire pour :

- des événements extérieurs au marché dans les conditions fixées par l'article 37 du CCAG-PI,
- un motif d'intérêt général dans les conditions fixées par l'article 40 du CCAG-PI.

18.2 – Résiliation pour événements liés au marché

La résiliation du marché peut être prononcée pour des événements liés au marché, conformément à l'article 38 du CCAG-PI.

18.3 – Résiliation pour faute

La résiliation du marché peut être prononcée pour faute du titulaire conformément à l'article 39 du CCAG-PI et peut donner lieu le cas échéant à une exécution aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées par l'article 27 du CCAG-PI.

Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

18.4 – Liquidation du marché public résilié

Le marché public résilié totalement ou partiellement est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part des prestations en cours d'exécution dont l'acheteur accepte l'achèvement.

Le décompte de liquidation du marché public est arrêté par décision de l'acheteur et notifié au titulaire conformément à l'article 41 du CCAG-PI.